



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de l'interministerialité
et du développement durable**

ARRÊTÉ DIDD – 2022 -n°217 du 02/08/22

portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société CAREA FACADE à Ombree-d'Anjou
Activité de fabrication de panneaux reconstitués

Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 28 février 2019 portant nomination de Mme Magali DAVERTON, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral SG/MPCC n° 2021-059 du 7 septembre 2021 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, secrétaire Générale de la Préfecture ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation D1 - 74 - n°1448 du 19 juin 1974 (usine de fabrication d'ardoises reconstituées) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire D1 - 76 - n°1190 du 05 juillet 1976 (extension bâtiment de sciage) ;

Vu le récépissé de déclaration du 19 novembre 1976 (rubrique 255.3° - réservoir enterré de 12 m³ de fioul domestique) ;

Vu le récépissé de déclaration du 07 mai 1979 (rubriques 272.A.2°, 261.C, 342bis.C.3°, 89.2°, 269.2° et 251.2°) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire D1 - 80 - n°844 du 11 juin 1980 (stockage de peroxydes organiques) ;

Vu l'accusé réception de changement d'exploitant délivré le 10 juillet 2001 à la Société CAREA FACADE pour la reprise des activités anciennement exploitées par la société SAFAMA ;

Vu le courrier de la société CAREA FACADE du 07 juin 2022 et ses pièces jointes ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 juillet 2022 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 5 juillet 2022 à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans le courrier du 5 juillet 2022 susvisé;

Considérant que la société CAREA FACADE est dûment autorisée par l'arrêté préfectoral modifié D1 - 74 - n°1448 du 19 juin 1974 et par l'arrêté préfectoral D1 - 80 - n°844 du 11 juin 1980 ;

Considérant que les activités de la Société CAREA FACADE relèvent notamment du régime de la Déclaration au titre de la rubrique 1978-4 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article 9.1 II de l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978, une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm³ doit être respectée lorsque le débit massique de la somme des composés justifiant la mention de danger H341 ou H351 est supérieur ou égal à 100 g/h ;

Considérant que le Dichlorométhane est un composé organique volatil halogéné auquel est attribuée la mention de danger H351 ;

Considérant que, par courrier daté du 07 juin 2022 susvisé, la société CAREA FACADE a notamment transmis le rapport Bureau Véritas N°13414607/11.2.R relatif aux mesures de la qualité des rejets atmosphériques en sortie du bac de nettoyage « Dichlorométhane » et de la chaîne BP Générale ;

Considérant que le rapport de contrôle sus-mentionné fait état d'une mesure de concentration de 353 et 48,7 mg/Nm³ en Dichlorométhane respectivement en sortie du bac de nettoyage au Dichlorométhane (Point de rejet n°23) et en sortie de la Chaîne BP Générale (point de rejet n°8) ;

Considérant qu'il y a lieu, face à ce manquement, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société CAREA FACADE de régulariser sa situation en respectant l'article sus-visé ;

Considérant le plan d'actions présenté par la société CAREA FACADE dans son courrier du 07 juin 2022, à savoir la recherche d'alternatives à l'utilisation du dichlorométhane en vue d'une substitution totale à fin 2023 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 - La société CAREA FACADE, exploitant une usine de fabrication d'ardoises reconstituées sise zone d'activité de Bel Air 49520 OMBREE-D'ANJOU, est mise en demeure de respecter, sous un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté, les dispositions de l'article 9.1 II de l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 :

- Soit en conformant la qualité des rejets atmosphériques aux dispositions de l'article sus-mentionné ;
- Soit en stoppant toute consommation de solvants organiques à mention de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F ou les liquides organohalogénés à mention de danger H341 ou H351, au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006.

Pour satisfaire à cette demande, l'exploitant est tenu de justifier le bon déroulement de la régularisation de la situation :

- en informant, sous trois mois, les services de l'inspection des installations classées du choix retenu (Réduction à la source ou traitement des rejets) ;
- en précisant, sous six mois, les dispositions envisagées pour atteindre la conformité réglementaire ;

- en mettant en œuvre, sous douze mois, les dispositions retenues pour atteindre la conformité réglementaire.

Article 2 L'exploitant adresse au bureau des procédures environnementales et foncières de la Préfecture de Maine-et-Loire et à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 - En application de l'article L. 221-8 du Code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 - Information des tiers

Conformément à l'article R171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Art. - Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société CAREA FACADES. La secrétaire générale de la préfecture, la sous-préfète de Segré en Anjou Bleu, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées, le Commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire et le maire d'OMBRÉE D'ANJOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 2 août 2022

Pour le préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale de la Préfecture

Magali DAVERTON

